



**Rapport de résultats 2020**

**Programme ENTREPRENA**

Intervention Entreprenariat Féminin

République de Guinée



## Table des matières

<b>1</b>	<b>ACRONYME.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>5</b>
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	7
1.1.1	<i>Pertinence.....</i>	<i>7</i>
1.1.2	<i>Efficacité.....</i>	<i>7</i>
1.1.3	<i>Efficience .....</i>	<i>8</i>
1.1.4	<i>Durabilité potentielle.....</i>	<i>9</i>
1.1.5	<i>Conclusions .....</i>	<i>9</i>
<b>3</b>	<b>SUIVI DES RESULTATS .....</b>	<b>11</b>
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel .....</i>	<i>11</i>
3.1.2	<i>Contexte de gestion.....</i>	<i>11</i>
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	13
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs .....</i>	<i>13</i>
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>13</i>
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	15
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs .....</i>	<i>15</i>
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités .....</i>	<i>15</i>
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>15</i>
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	16
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs .....</i>	<i>16</i>
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités .....</i>	<i>16</i>
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>17</i>
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	18
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs .....</i>	<i>18</i>
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités .....</i>	<i>18</i>
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>18</i>
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	19
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs .....</i>	<i>19</i>
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités .....</i>	<i>19</i>

3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	20
3.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	20
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	20
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	20
<b>4</b>	<b>SUIVI BUDGETAIRE</b> .....	<b>22</b>
<b>5</b>	<b>RISQUES ET PROBLEMES</b> .....	<b>23</b>
5.1	MATRICE DE GESTION DES RISQUES.....	24
5.2	MATRICE DE GESTION DES PROBLEMES.....	28
<b>6</b>	<b>SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES</b> .....	<b>29</b>
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE BILATERAL.....	29
<b>7</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX</b> .....	<b>31</b>
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	31
7.2	GENRE .....	32
7.3	DIGITALISATION.....	32
7.4	EMPLOI DECENTS .....	33
<b>8</b>	<b>LEÇONS APPRISES</b> .....	<b>33</b>
8.1	LES SUCCES.....	33
8.2	LES DEFIS .....	33
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	34
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	34
<b>9</b>	<b>PILOTAGE</b> .....	<b>35</b>
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION .....	35
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI .....	36
<b>10</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>37</b>
10.1	CRITERES DE QUALITE .....	37
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR .....	42
10.2.1	<i>Cadre logique</i> .....	42
10.2.2	<i>Théorie de changement</i> .....	43
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	44
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	45
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION .....	46

## 1 Acronyme

AID	Association d'Appui aux Initiatives de Développement
APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
ATN	Assistant Technique National
CADES	Centre d'Appui pour le Développement Economique et Social
CAPACITA	Programme de Formation et d'Etude et d'Expertise (PdFEE)
C-K-M	Conakry-Kindia-Mamou
CoPil	Comité de Pilotage
DGCAF	Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes
DTF	Document Technique et Financier
EA	Entreprenariat Agricole
EU	Entreprenariat Urbain
EUCORD	European Cooperative for Rural Development
GFEC	Groupements Féminins d'Epargnes et de Crédits
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HQ/PSD	Head Quater (siège)/Programme Sectoriel de Développement
IF/IMF	Institutions Financières/Institutions des Micro Finances
IM	Intervention Manager
IMT	Institut de Médecine Tropical
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneuriat
MUFFA	Mutuelle Financière Des Femmes Africaines
MPME	Micro-Petites et Moyennes Entreprises
NA	Non Applicable
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	Objectifs de Développement Durable
OI	Objectif Intermédiaire
OI	Osez Innover
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OS	Objectif Spécifique
PEFFA	Promotion de l'Entreprenariat Féminin dans les Filières Agricoles
PEP	Programme Entreprenariat Pomme de terre
PEP-FEM	Programme Entreprenariat Pomme de terre des Femmes
PDSR	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs
PM	Programme Manager
PO	Planning Opérationnel
PP	Parties Prenantes
PSDE	Private Sector Development & Engagement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAS	Rien A Signaler
TdR	Termes de Références
UE	Union Européenne
VBG	Violences Basées sur le Genre

## 2 Aperçu de l'intervention

### 2.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Développement de l'Entrepreneuriat Féminin sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou (DEF -CKM)</b>
<b>Code de l'intervention</b>	<b>GIN18003</b>
<b>Localisation</b>	<b>Conakry- Kindia-Mamou</b>
<b>Budget total</b>	<b>3.500.000 EUR</b>
<b>Institutions partenaires</b>	<b>Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine (Présidence CoPil)</b> <b>Ministère sectoriel : Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes</b> <b>Agences</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP)</b></li><li>• <b>Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes (DGCAF)</b></li></ul>
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	<b>14-12-2018</b>
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	<b>21-10-2019 (Prise de service IM)</b>
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	<b>30-06-2023</b>
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	<b>31-12-2023</b>
<b>Groupes cibles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Parties prenantes impliquées dans l'autonomisation des femmes et dans l'amélioration de l'environnement des affaires (détenteurs de droits et d'obligations) ;</b></li><li>• <b>MPME agricoles existantes et nouvelles sur la chaîne de valeur des filières (ananas, mangue, pomme de terre et fruits de cueillette)</b></li><li>• <b>MPME actives dans les clusters (grappes) retenus par entrepreneuriat urbain (Hospitalité/Tourisme/Villes durables/Digital)</b></li></ul>
<b>Impact<sup>1</sup></b>	<b>Contribuer à la création d'emploi décent et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneures sur l'axe C-K-M</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

<b>Outcome</b>	Une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneures sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou sont stimulées de manière inclusive et durable
<b>Outputs</b>	Résultat 1 : L'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles
	Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi
	Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin
	Résultat 4 : Les femmes entrepreneures utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques
	Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneures et favorise l'égalité de droits et de chances
<b>Année couverte par le rapport</b>	2020

## 2.2 Auto-évaluation de la performance

### 1.1.1 Pertinence

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>

L'intervention Entrepreneuriat Féminin, et plus globalement le programme ENTREPRENA se caractérise par un fort alignement stratégique avec les priorités de la Belgique et du Gouvernement Guinéen en matière de promotion d'une croissance économique durable et inclusive.

Le cadre formel est donné par le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020. Ce plan, en cohérence avec "Guinée Vision 2040" s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Pilier 3 du PNDES a pour objectif « le développement du capital humain » visant à valoriser ce capital et à renforcer la lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales. Il met en exergue l'intensification des investissements en faveur de l'éducation/formation, l'emploi productif et l'entrepreneuriat pour l'autonomisation des jeunes et des femmes/filles. C'est dans cette dynamique qu'un Ministère dédié aux droits et à l'autonomisation des femmes a été créé en juin 2020.

L'agence belge de développement (Enabel) dans sa mission d'appui au secteur privé local a choisi l'entrepreneuriat féminin comme une niche. C'est dans cette logique qu'une intervention spécifique fut créée contrairement aux projets/programmes avec une approche orientée genre (sexospécifiques). La plus-value de l'approche (intervention spécifique Entrepreneuriat féminin) réside dans les appuis, méthodes et outils spécifiques développés et son positionnement (complémentarités et synergies avec les autres interventions). Elle vise la construction d'une dynamique complète à la promotion des MPME de femmes.

Après quelques mois d'analyse de données et d'échanges avec les autres interventions et acteurs en charge de l'autonomisation des femmes, nous sommes parvenus à redéfinir les orientations stratégiques de l'intervention dont : l'ancrage institutionnel, les cibles, les filières, les critères d'éligibilités des bénéficiaires, les indicateurs et le positionnement par rapport aux autres interventions d'Enabel (complémentarités et synergies).

L'année 2020 fut marquée par l'épidémie du Covid-19. Malgré ce contexte difficile, l'intervention a pu s'adapter et réagir en apportant un soutien aux acteurs des filières (ananas, pomme de terre et maraîchères) et partenaires institutionnels (DGCAF) à travers des activités de riposte à l'épidémie et d'appui à la résilience des entrepreneures.

### 1.1.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	<b>C</b>

Le processus de revue de l'orientation stratégique a pris du retard compte tenu de la complexité de la thématique de l'intervention (Entrepreneuriat Féminin) et le souci qu'elle soit complémentaire aux autres interventions du portefeuille dont les axes d'intervention auxquels elle veut se greffer n'étaient pas encore entièrement établis.

Un obstacle de taille a aussi été la formulation de l'indicateur d'Outcome « Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention désagrégés par classes d'âge et par type d'entreprises » et la valeur ciblée proposée c.à.d. la création de 3.891 entreprises durant la vie du projet (2019-2023). Un nombre peu réaliste vu l'environnement entrepreneurial et pas en phase avec notre stratégie PDSE qui vise un entrepreneuriat féminin de croissance et non de subsistance. Aussi selon les nouvelles données de l'APIP ce nombre d'entrepreneures est largement surestimé sur l'axe d'intervention.

Pour parvenir à une orientation plus cohérente avec un outcome réaliste, plusieurs études d'approfondissement ont été menées et des échanges continuels ont été conduits avec les

interventions Entreprenariat Agricole et Entreprenariat Urbain, She Decides, CAPACITA et SANITA, ainsi avec des nouveaux partenaires potentiels comme l'APIP et une activité pilote menée avec les Centres d'Autonomisation des Femmes (CAF) de Conakry, Kindia, Mamou et Pita. Issus de cette démarche l'Intervention Entreprenariat Féminin :

- concentrera son intervention sur les filières et grappes dont l'inclusion des femmes est une évidence et qui sont en lien avec l'Intervention Entreprenariat Agricole et Urbain ;
- propose un changement de l'intitulé de l'indicateur lié à la création d'entreprises (remplacer « Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention » par « Nombre d'Entreprises appuyées/accompagnées pendant la durée de l'Intervention ») ;
- prévoit une réallocation de ressources vers le résultat 2 de l'intervention (Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi) qui concentre l'essentiel des activités liées à la création et à l'accompagnement d'entreprise ;
- mobilisera une expertise perle spécifique pour relever les défis qui se poseront au développement d'entrepreneuriat féminin en Guinée (tissus des entrepreneures capacités des partenaires privés et de l'administration).

A date, une note stratégique qui propose une orientation plus cohérente est en phase de validation. Avec la finalisation de cette nouvelle stratégie nous espérons pouvoir augmenter considérablement notre efficacité en 2021.

### 1.1.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>B</b>

Après une période de discussion, le recadrage de l'intervention a pris forme et on peut considérer que les moyens mis en œuvre pour ce recadrage ont été utilisés avec une efficacité acceptable, bien que des retards se présentent sur plusieurs axes d'intervention.

Cinq (5) conventions de subside et un accord de partenariat ont été conclus en 2020 avec des ONG nationales et internationales et un partenaire institutionnel (voir détails dans la section 3 du rapport) pour la réalisation de la plupart des activités des différents résultats. Les premières activités du terrain ont démarré au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020.



#### 1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

Les actions d'appuis et d'accompagnement qui sont en train d'être déployées tiennent compte des aspects de durabilité, en ce sens que les organisations faitières, les bénéficiaires et les services étatiques sont impliqués dans l'appropriation desdits appuis.

De manière globale, la durabilité potentielle de l'intervention est considérée comme bonne, mais doit encore se montrer sur le terrain. Elle doit se manifester à travers une autonomie économique accrue de nos groupes cibles.

#### 1.1.5 Conclusions

L'année 2020 a été mise à profit pour la montée en puissance de l'intervention.

Elle a permis :

- **D'affiner les orientations stratégiques de l'intervention** en prenant en compte les attentes d'Enabel sur le développement de l'entrepreneuriat des femmes, de la collecte et les analyses des données relatives aux besoins spécifiques des groupes cibles féminins via des études d'approfondissement et revues documentaires, des échanges sur les complémentarités et synergies avec les autres interventions notamment du Portefeuille Pays Guinée ;
- **D'identifier l'ancrage institutionnel** de l'intervention et de potentiels partenaires de mise en œuvre ;
- **De lancer des appels d'offre et appels à propositions et de signer des marchés et conventions de subsides** pour la mise en œuvre de la plupart des activités de l'intervention ;
- **De mettre en place des actions d'urgence Covid-19** en produisant des masques de protection, des gels et des savons en créant au passage 87 emplois pour des femmes/filles des Centres d'Autonomisation des Femmes (CAF).

Intervention Manager Enabel

Mamadou Oury Aïssatou DIALLO



## 3 Suivi des résultats

### 3.1 Evolution du contexte

#### 3.1.1 Contexte général et institutionnel

La pandémie de la Covid-19 a entraîné des restrictions qui ont eu pour conséquences la fermeture des frontières du pays et la mise en quarantaine de la capitale qui empêchèrent le déploiement à temps des partenaires sur le terrain pour la réalisation des études. Plusieurs MPME de femmes furent lourdement impactées dans leurs activités économiques et sociales avec une réduction drastique des activités, baisse des revenus pour certaines et faillite pour d'autres.

Le développement du secteur privé est une priorité forte du Gouvernement guinéen. L'enjeu est notamment de soutenir la diversification de l'économie et de favoriser une croissance plus inclusive pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le développement de l'entrepreneuriat féminin en est un élément central. Afin de créer davantage de Momentum pour l'autonomisation des femmes, le Ministère sectoriel (Action sociale de la promotion féminine et de l'enfance) considéré par l'intervention comme Ministère d'ancrage, a été remplacé en juin 2020 par le Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes dont la stratégie pour le secteur est en préparation.

Au cours de l'année 2020, le contexte sanitaire, avec le déclenchement de l'épidémie de Covid-19 en mars, et le contexte socio-politique, avec la tenue d'un référendum et d'une élection présidentielle successivement en mars et octobre ont fortement pesé sur le niveau d'activité des entreprises.

Ces perturbations ont impacté la mise en œuvre de l'intervention à plusieurs égards : ralentissement des activités et en particulier des enquêtes et études du fait des troubles socio-politiques, suites aux manifestations de l'opposition politique et d'une partie de la société civile bloquant la circulation pendant parfois plusieurs jours dans la Capitale.

Dans ce contexte, l'intervention s'est montrée réactive et s'est saisie de plusieurs opportunités pour réaliser sa mission de développement de l'entrepreneuriat des filles et des femmes.

#### 3.1.2 Contexte de gestion

La mise en œuvre de l'intervention est organisée en régie par Enabel : redevabilité financière de Enabel qui appliquera ses instruments et ses procédures et les modes de contractualisation conformément au cadre législatif et réglementaire belge.

Les décisions clés concernant les marchés publics, les conventions de subsides, les accords de coopération (opportunité, montant estimé, termes de référence, composition des comités d'évaluation des offres) sont concertées et prises conjointement par Enabel et les entités guinéennes désignées pour le pilotage opérationnel (comité technique).

##### 3.1.2.1 Modalités de partenariat

Cinq (5) conventions de subside et un accord de partenariat ont été conclus en 2020 avec des ONG nationales et internationales et un partenaire institutionnel dont:

1. **CADES GUINEE** : L'objectif spécifique de la convention est de créer des conditions d'engagement, de participation et de leadership communautaire permettant d'adresser les défis et promouvoir les principes et bonnes pratiques d'égalité genre et d'autonomisation économique des femmes/filles dans les 10 territoires cibles de l'axe Conakry-Kindia-Mamou ;
2. **TRIAS**: l'objectif général de l'action est d'améliorer les performances techniques, managériales et économiques des entrepreneures actives et aspirantes dans les filières ananas, mangue et fruits de cueillette dans la région de Kindia et Conakry.

3. **EUCORD:** L'objectif général de l'action est d'améliorer les performances techniques, managériales et économiques des entrepreneures actives et aspirantes dans la filière pomme de terre dans la région de Mamou.
4. **AID :** L'objectif spécifique de l'action est d'améliorer l'accès des femmes entrepreneures ou aspirantes aux produits et services financiers à travers la mise en place dès la première année de cinquante (50) groupements féminins d'épargne et de crédit (GFEC).
5. **TRIAS :** l'objectif général est d'appuyer la résilience des producteurs (trices) agricoles, des transformateurs (trices), commerçants (es) de produits agricoles et de leurs organisations face aux effets de la pandémie Covid-19.

**Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes (DGCAF) :** l'accord avait pour objectif général de limiter la propagation du virus de Covid-19 et faciliter l'insertion socio-professionnelle et économique des apprenantes en couture et saponification en dotant les Centres d'Autonomisation des Femmes (Kindia, Mamou et Pita) en équipements et matières d'œuvres/premières pour la production et la commercialisation des masques et savon.

Les conventions conclues à date couvrent les activités de quatre (R1, R2, R3 et R5) des cinq résultats. Sur l'orientation du quatrième résultat, lié à la digitalisation, mise en œuvre en collaboration avec l'Intervention Entreprenariat Agricole, sera décidé au cours du premier semestre 2021.

A date, nous prévoyons de lancer deux appels à proposition de plus, un appel pour encadrer les clusters de start-up non-éligibles au programme d'accélération de l'Intervention Entreprenariat Urbain et éventuellement un appel à proposition visant la professionnalisation des CAF.

### **3.1.2.2 Modalités opérationnelles**

Le premier Comité de pilotage a été organisé en Mars 2020, et le premier Comité Technique en Septembre. Les règlements d'ordre intérieur des Comités de pilotage ont été élaborés en amont de ces premiers comités.

A l'issue de l'organisation de ces premiers Comités, deux principales suggestions ont été formulées et seront prises en compte dès 2021 :

- 1) L'intégration du Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes comme membre du Comité de Pilotage, ses services déconcentrés comme membres dans les Comités Techniques ;
- 2) Vu son rôle transversal et complémentaire l'intervention Entreprenariat Féminin participera aux Comités Techniques des deux autres (Entreprenariat Urbain & Entreprenariat Agricole) interventions du programme Entreprena.

## 3.2 Performance de l'outcome



### 3.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome : Une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneures sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou sont stimulées de manière inclusive et durable</b>					
<b>Indicateurs/marqueurs de progrès</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
GIN18003 Croissance des revenus nets moyens des bénéficiaires appuyés par l'intervention (%)	0	NA	0	20	50
GIN18003 Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention	6904	NA	0	7531	10.795
GIN18003 Taux de survie (enregistré plus d'un an) des nouvelles entreprises formalisées pendant la durée de l'intervention (%)	0	NA	0	18	75

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'année 2020 a été consacrée à un recalibrage, recentrage d'un nombre d'activités afin de permettre à l'intervention de jouer son rôle d'intervention complémentaire, puis au démarrage des premières actions du terrain.

Courant l'exercice 2020, plusieurs études d'approfondissement ont été menées et ainsi des échanges continus ont été conduits avec les interventions Entreprenariat Agricole et Entreprenariat Urbain, She Décides, CAPACITA et SANITA, ainsi avec des nouveaux partenaires potentiels comme l'APIP. L'année a aussi permis de recruter et déployer 5 partenaires (BC) pour la mise en œuvre des activités relatives aux R1, R2, R3 et R5.

En rappel, l'intervention a effectivement démarré seulement en décembre 2019.

Un travail important, en lien avec le recentrage des activités, a été l'adaptation de la théorie du changement. A la suite de cet exercice, l'équipe a estimé que l'intervention dispose maintenant d'une logique cohérente pour induire les changements nécessaires dont :

- **Au niveau du climat des affaires :** Les femmes saisissent les opportunités que leur offre l'environnement dans lequel elles évoluent ; cela suppose que les organisations professionnelles féminines disposent et utilisent des outils adaptés pour plaider et défendre leur cause à tous les niveaux de la société et que les communautés et parties prenantes ont accepté de lever les contraintes et restrictions liées à l'autonomisation des femmes.
- **Au niveau de l'amélioration des compétences technico-économiques des MPME :** Les femmes entrepreneures améliorent la productivité et la performance technico-économique de leurs MPME ; cela suppose qu'elles élaborent des business plans

bancables, utilisent les stratégies de marketing adaptées par rapport à leur cible et objectif des ventes et disposent des capacités technico-managériales pour une gestion professionnelle et optimale de leurs entreprises.

- **Au niveau de l'accès au financement :** Une professionnalisation des activités et un accroissement de la capacité de production/transformation/ commercialisation avec un élargissement de la part de marché ; cela suppose que des instruments attractifs et accessibles aux initiatives féminines sont fournis par les IF/IMF et que les femmes remplissent et acceptent les conditions d'accès à ces services financiers offerts.

L'adaptation de la théorie du changement a permis aux différents acteurs et partenaires impliqués dans la mise en œuvre de l'intervention une meilleure compréhension de la façon dont ils peuvent contribuer aux changements et au processus sous-jacents.

### 3.3 Performance de l'output 1



#### 3.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 : L'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
GIN18003 - Nombre de personnes sensibilisées avec des actions de sensibilisation sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles	0	NA	0	10.000	10.0000
GIN18003 - Nombre d'individus qui ont suivi une formation ou un parcours de conscientisation sur l'autonomie économique des femmes et filles	0	NA	0	182	725

#### 3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>2</sup>	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées <sup>3</sup>	En sérieux retard <sup>4</sup>
1.A0101 Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)			X	
3.A0103 Renforcement des capacités des organisations/associations de femmes (organisation, dialogue/négociation, services, mise en relation/réseau)			X	

#### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

La réalisation d'une revue documentaire sur la problématique de l'autonomisation des femmes a permis davantage de cerner la problématique en terme d'obstacles et d'opportunités et d'identifier les bonnes pratiques en matière d'autonomisation. Ceci nous a facilité la mobilisation d'une

<sup>3</sup> Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

<sup>4</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

expertise via un appel à proposition qui mettra en œuvre l'ensemble des activités assignées aux résultats 1 et 5 qui sont complémentaires.

L'ONG CADES GUINEE qui est la bénéficiaire contractante (prestataire) va mettre en œuvre une offre de service en matière de sensibilisation et de plaidoyer avec une approche formation des formateurs.

### 3.4 Performance de l'output 2



#### 3.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi</b>					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - Nombre d'employés des MPME qui ont suivi un parcours de renforcement de capacités professionnelles + % qui évaluent la formation comme satisfaisante sur un nombre de critères (pertinence, qualité, utilité, ...)	0	0	0	50	200
GIN18003 - Nombre d'entrepreneures femmes qui ont suivi un parcours de renforcement des compétences technico-économique, alphabétisation (certifié et non certifié) + degré de satisfaction (pertinence, utilité, qualité, ...)	0	0	0	250	1000

#### 3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>5</sup>	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées <sup>6</sup>	En sérieux retard <sup>7</sup>
1.A0202 Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)			X	

<sup>6</sup> Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

<sup>7</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



3.A0204 Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes			X	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	---	--

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Ce résultat concentre l'ensemble des appuis non financiers (soft) qui doivent être déployés en faveur des bénéficiaires (MPME féminines actives et aspirantes). Ceci implique une connaissance approfondie des besoins génériques et spécifiques des cibles.

Ainsi deux études furent réalisées :

- 1- Catégorisation et identification des besoins spécifiques des MPME de femmes/filles (aspirantes et actives) dans les filières agricoles (ananas, mangue, pomme de terre et fruits de cueillette) ;
- 2- Étude sur les acteurs et le potentiel de marché (offre et demande) des fruits de cueillettes (pain de singe, tamarin et môkê) sur les maillons transformation et commercialisation.

Les résultats de ces études ont permis le recrutement de deux ONG internationales (TRIAS et Eucord) pour la mise en œuvre des appuis non financiers au profit des entrepreneures des chaînes de valeur ananas, mangue, pomme de terre et fruits de cueillette. Les appuis non financiers doivent permettre l'amélioration des performances techniques, managériales et économiques des femmes bénéficiaires des activités aux différents maillons de ces filières. A date, les bénéficiaires contractants ont démarré leurs interventions sur le terrain.

**Actions Covid-19 :** Dans la riposte à la Covid-19, deux actions furent menées dont :

- 1- L'octroi de matériels et équipements de couture et saponification aux centres d'autonomisation des femmes de Kindia, Mamou et Pita a permis d'accélérer la formation pratique des apprenantes. La restitution d'une partie de ces matériels et équipements et la structuration des apprenantes en fin de cycle ont abouti à la création de 15 GIE (87 membres) dont 3 en saponification. L'opérationnalisation de ces 15 GIE pourra conduire à l'autonomisation économique des membres.

**Photo 2 : Séance de production de masque au CAF de Pita**



En collaboration avec l'Intervention Entrepreneuriat Agricole, une action d'appui à la résilience des acteurs (producteurs, transformateurs et commerçants), des filières ananas, pommes de terre et cultures maraichères été mise en place afin d'atténuer l'effet économique de la pandémie du Covid-19. L'action a été mis en œuvre à travers une CSub en octroi direct à l'ONG Trias. A date 645 producteurs dont 429 dans les filières ananas et pomme de terre ont été appuyés par dotation d'intrants et semences dont 60% sont des productrices femmes. A titre d'exemple, cet octroi a permis subvenir au besoin en engrais de 50 hectares d'ananas.

### 3.5 Performance de l'output 3



#### 3.5.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
<b>GIN18003 - Nombre d'entrepreneures /MPME de femmes qui ont accédé au financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>486</b>	<b>1.946</b>

#### 3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 8	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées <sup>9</sup>	En sérieux retard <sup>10</sup>
1.A0301 Développer l'éducation financière et faciliter l'accès au crédit pour les femmes			X	
3.A0303 lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subside direct			X	

#### 3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Une convention de subside a été signée avec une ONG nationale (AID) pour la mise en place de 50 groupements féminins d'épargne et de crédits (GFEC) dans les régions de Mamou et Kindia. Cette initiative permettra à environ 1000 entrepreneures - bénéficiaires des appuis non financiers et les apprenantes des CAF appuyés dans le cadre de la riposte Covid19 - d'autofinancer leurs activités économiques à l'aide de la tontine. La mise en place des GFEC a démarré sur le terrain.

<sup>9</sup> Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

<sup>10</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Des analyses relatives aux besoins de financement des MPME agricoles ont été faites via une étude commanditée par l'Intervention Entreprenariat Agricole et cet exercice a permis de cerner ces besoins<sup>11</sup> et de dégager un budget (forfaitaire) dans la dynamique du lancement de l'appel à proposition pour la mise en place des outils et mécanismes de facilitation d'accès de MPME au financement (action conjointe avec EA) en 2021.

### 3.6 Performance de l'output 4



#### 3.6.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
<b>GIN18003 - % d'entrepreneures/MPME de femmes utilisant des applications digitales (par type) dans le cadre de leurs activités économiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>50</b>

#### 3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées <sup>12</sup>	En sérieux retard <sup>13</sup>
1.A0401 Identification et développement des outils numériques disponibles			X	
3.A0403 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)			X	

#### 3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Pendant l'année 2020 un marché a été lancé en collaboration avec l'Intervention Entreprenariat Agricole pour identifier des solutions digitales disponibles dans le secteur agricole, les classer et d'étudier la possibilité de les agréger. Malheureusement le marché a été infructueux à deux reprises, pour raison de manque de qualité des offres déposés.

<sup>11</sup> Les besoins identifiés : fonds d'investissement et de roulement

<sup>12</sup> Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

<sup>13</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Il a été décidé de changer de démarche en travaillant sur le développement des applications adaptées aux entrepreneures – par exemple dans le domaine de la gestion simplifié – à travers des hackatons. Une autre piste sera l'introduction / la formation des entrepreneures à l'utilisation des applications déjà existantes comme Facebook, WhatsApp... pour leurs activités de commercialisation.

### 3.7 Performance de l'output 5



#### 3.7.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneures et favorise l'égalité de droits et de chances</b>					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur année précédente</b>	<b>Valeur année rapportage</b>	<b>Cible année rapport</b>	<b>Cible finale</b>
<b>GIN18003 - Evolution de la satisfaction des entrepreneures femmes de l'environnement d'affaires</b>	<b>0</b>				<b>60</b>

#### 3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 14	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées <sup>15</sup>	En sérieux retard <sup>16</sup>
1.A0501 Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins			X	
3.A0503 Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur			X	

#### 3.7.3 Analyse des progrès réalisés

En lien avec le résultat 1, l'ONG CADES accompagnera des sessions de plaidoyer auprès des détenteurs de droits et d'obligations pour une prise en compte des intérêts des femmes. Cette action contribuera à la création d'un environnement local et national des affaires davantage propices à l'égalité genre (droits et chance).

Dans l'amélioration du climat des affaires, les infrastructures de production, de transformation et de commercialisation prennent une part importante. C'est pourquoi l'intervention s'investira dans

<sup>15</sup> Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

<sup>16</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

la réalisation des infrastructures en complément aux actions envisagées par l'Intervention Entreprenariat Agricole et pour palier à la problématique liée au stockage, à la conservation et à la commercialisation des produits agricoles touchant essentiellement les femmes commerçantes. Parmi les chantiers prioritaires de l'Intervention Entreprenariat Féminin, on peut noter la mise en place des petites unités pilotes (containers) de stockage frigorifiées sur les marchés terminaux (Madina, Matoto, PK36) de Conakry.

## 4 Suivi budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de 2020
		Année précédente 2019	Année couverte par le rapport 2020		
<b>Total</b>	<b>3 500 000</b>	<b>30 341</b>	<b>517 561</b>	<b>2 952 098</b>	<b>16%</b>
<b>Résultat 1 : L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</b>	500 000	30	38 218	461 752	8%
<b>Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi</b>	703 444	450	269 825	433 169	38%
<b>Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin</b>	600 000	0	41 591	558 409	7%
<b>Résultat 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique</b>	400 000	0	0	400 000	0%
<b>Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances</b>	643 999	0	61 004	582 995	9%
Réserve				0	
Moyens généraux	652 557	29 861	106 923	515 773	21%

Le taux de déboursement global est de 16%. Principalement les dépenses portent sur les études, les actions de riposte à la Covid-19 et les premiers décaissements des bénéficiaires contractants (conventions subsides).

L'année 2020, fut celle du recalibrage des activités en lien avec les autres interventions du portefeuille et de la préparation et la mise en œuvre des premières actions du terrain.

## **5 Risques et problèmes**

Les principaux risques identifiés au début de l'année devenus des problèmes de taille courante en 2020 étaient la pandémie de Covid-19 et les tensions politico-sociales, suite au projet de modification de la constitution qui ont débouché sur l'adoption d'une nouvelle loi fondamentale, un nouveau parlement et l'organisation de l'élection présidentielle. Ceux-ci se sont parfois superposés engendrant la fermeture des frontières, le confinement de Conakry (effets Covid-19) suivi d'un ralentissement des activités de terrain.

La gestion de ces risques a consisté à s'adapter au contexte de la pandémie avec l'avènement du télétravail, la reprogrammation de certaines activités dans le temps et le développement des actions spécifiques de riposte à la Covid-19.

La crise post-électorale qui a résulté de l'adoption de la nouvelle constitution, s'est transformée en problème du fait des restrictions imposées pour des raisons de sécurité dans une bonne partie de la zone d'intervention (Moyenne Guinée).

## 5.1 Matrice de gestion des risques

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Des pesanteurs socio-culturels qui risquent d'entraîner de la résistance au changement de mentalité de la cible (femme/fille).	08/01/2019	OPS	Haute	Moyen	Haute
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut
Opérationnalisation d'un dispositif de sensibilisation/conscientisation (sur mesure et sur base d'une bonne analyse socio-anthropologique)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	Une revue documentaire sur les bonnes pratiques de lutte contre les pesanteurs socio-culturels est réalisée.		En cours
Assurance de la participation active des bénéficiaires à tous les niveaux Approche systématique de responsabilisation et d'accompagnement	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023			En cours
Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La formalisation des entreprises est entravée par un cadre fiscal officiel contraignant	06/01/2019	OPS	Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Miser premièrement sur la professionnalisation des entreprises informelles pour stimuler l'(auto)emploi	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours	



Appui à l'organisation des structures représentatives (fédérations, associations...) et à la concertation au sein du secteur privé afin de leur permettre de peser sur le climat et l'environnement des affaires	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours
Renforcer le dialogue public-privé aux niveaux national et local	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Les contraintes liées à la pandémie du COVID-19: Mobilité, regroupement, disponibilité des partenaires/expertise (notamment externes)	07/05/2020	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Aider à la mise à disposition des kits de lavages, encourager au respect des mesures barrières et continuer à appuyer la résilience des MPME cibles de l'intervention. Continuer à mettre en œuvre les activités qui regroupent pas plus de 20 personnes, organiser dans la mesure possible les appui à distance	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	NA	Beaucoup d'initiatives sont en cours pour non seulement sensibiliser mais aussi d'appuyer la résilience et la relance économique.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Opérationnalisation du dispositif de financement des MPME cibles à travers des IMF mobilisées.	12/05/2020	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Faible demande de financement par les MPME cibles du fait de leur taille et cela aura pour conséquence un faible décaissement du montant prévu pour cette activité (200k euro)					
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--	--

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
C'est un dossier prioritaire mais qui a connu beaucoup de soucis dont le dernier en date est l'échec de la négociation avec UNCDF qui nous amène (EA/EF) à devoir redémarrer une nouvelle procédure (appel à proposition).	BOSMAN Gerrit	30/06/2023	40%	En cours
Identification des PME qui auront besoin des gros investissements et les aider à préparer des bon dossiers via nos bénéficiaires contractants (TRIAS et Eucord)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/12/2021	10%	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Crise post-électorale	06/10/2020	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Suivre l'évolution de la situation et s'aligner sur le dispositif de sécurité d'Enabel Guinée	BOSMAN Gerrit	31/01/2021		Terminé

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Capacité de décaissement des bénéficiaires des CSub selon la programmation financière	21/12/2020	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Un suivi rapproché de l'intervention est envisagé avec la mise en place d'un canal d'échange permanent avec les bénéficiaires contractants	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Le suivi et la coordination des bénéficiaires contractants	07/12/2020	OPS	Moyen	Haute	Haute

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Mise en place d'un cadre de concertation bimensuelle avec les bénéficiaires contractants	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	5%	En cours

## 5.2 Matrice de gestion des problèmes

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Le cadre fiscal officiel du pays demeure un facteur d'augmentation du taux de mortalité des entreprises et un facteur de découragement à la formalisation de celles-ci.	10/06/2020	DEV	Haute

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Plaidoyer auprès des institutions en charge d'amélioration du climat des affaires	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	5%	En cours

## 6 Synergies et complémentarités

Des réflexions et échanges ont été menés courant l'exercice 2020 avec les autres interventions du portefeuille pays pour identifier les axes de synergies et de complémentarités.

### 6.1 Avec les autres interventions du portefeuille bilatéral

#### **Synergie et complémentarité avec l'Intervention Entreprenariat Agricole sur les filières ananas-mangue et pommes de terre**

Dans le cadre des appuis non financiers (**renforcement de capacités et accompagnement**) des entrepreneures, l'Intervention Entreprenariat Féminin complète les appuis (génériques) mis en place par l'Intervention Entreprenariat Agricole pour les MPME des filières ananas, mangue et pomme de terre. Elle vise des domaines spécifiques, identifiés comme clé pour les trajets de développement des entreprises /MPME des femmes : l'éducation financière, l'alphabétisation fonctionnelle, les appuis technico-économique spécifiques, l'appui à l'organisation et la structuration des groupements / associations, le coaching-mentorat.

A noter, qu'il s'agit d'une large gamme d'entrepreneures avec des profils variés, des productrices de petites parcelles (notamment pommes de terre), passant par des transformatrices (ananas et mangue), allant aux commerçantes de tailles diverses.

#### **Synergies pour faciliter l'accès au financement :**

L'intervention Entreprenariat Féminin facilitera l'accès au financement à travers deux mécanismes, un mécanisme de subvention adossée au crédit mise en place à travers des IMF et mécanisme de tontines professionnelles mise en place à travers des groupement d'épargne et de crédit. Tous les deux mécanismes seront mis en œuvre conjointement avec l'Intervention Entreprenariat Agricole. Le mécanisme de subvention adossé à un crédit servira aussi les MPME/PME des (groupement de) femmes à partir d'un certain montant (5000 euros). Le mécanisme prévoit des taux de subvention préférentiels pour des projets des MPME/PME gérés par des femmes.

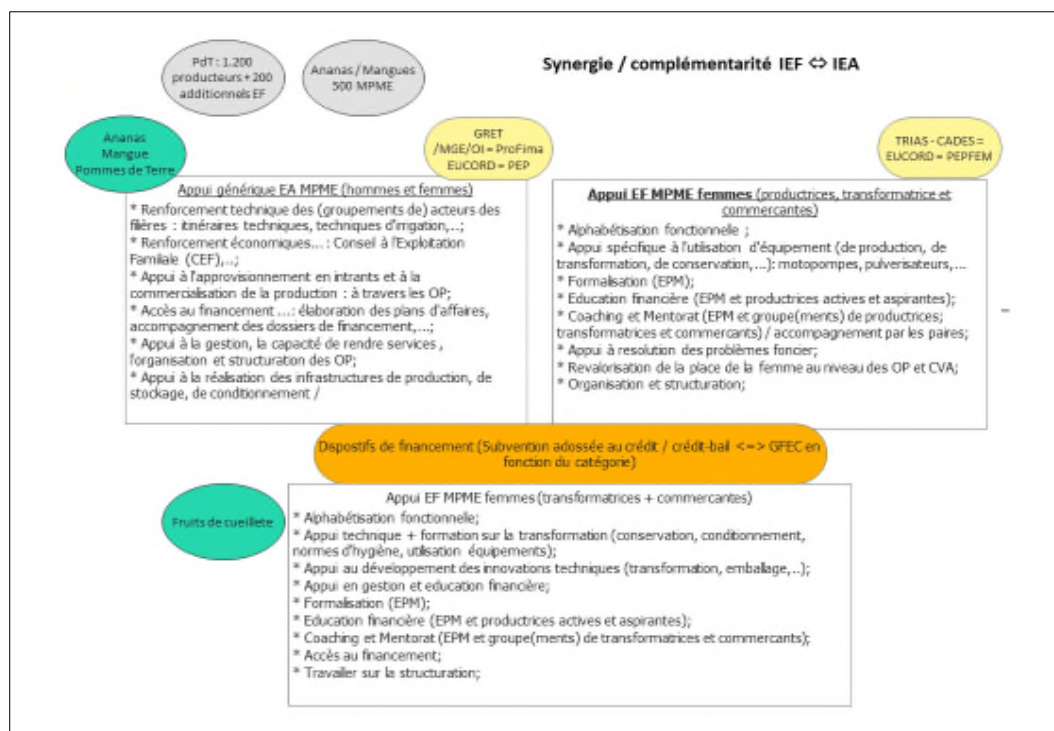
Le second est l'approche finance inclusive via les Groupements Féminins d'Epargne et de Crédit (GFEC) mise en place et accompagnée par l'ONG/AID visant les micro-entrepreneures membres. Au total 50 GFEC seront mis en place en financement conjoint avec l'Intervention Entreprenariat Agricole. Avec l'objectif de fournir un crédit à 1000 micro-entrepreneures. Il est à signaler que AID ciblera les entrepreneures (groupements) qui bénéficient des appuis non financiers afin que le paquet d'accompagnement soit complémentaire.

#### **Par rapport à la digitalisation :**

Tout comme l'accès au financement, le service numérique reste une action transversale aux 2 interventions à travers le résultat 4 (Les femmes entrepreneures utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques) de l'Intervention Entreprenariat Agricole et le résultat 5 de l'Intervention Entreprenariat Agricole (l'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation de nouveaux outils digitaux sont renforcées).

Vue la transversalité du digital et les profils des cibles (essentiellement des agripreneurs non scolarisés) des 2 interventions, celles-ci dans une dynamique d'efficacité et d'efficacités, décident de mutualiser les ressources pour l'atteinte des résultats cités ci-hauts. Il est envisagé de faire développer des solutions digitales adaptées aux groupes cibles – dans le domaine de la formation, de la commercialisation et dans la gestion simplifiée – à travers des hackatons.

#### **Schémas de synergies et complémentarités entre l'Intervention Entreprenariat Féminin et l'Intervention Entreprenariat Agricole**



## Synergies et complémentarités avec l'Intervention Entrepreneuriat Urbain et CAPACITA

Dans une logique de complémentarité à l'Intervention Entrepreneuriat Urbain, l'Intervention Entrepreneuriat Féminin se focalisera sur les MPME des clusters Hospitalité/Tourisme/Villes durables et le Digital non éligibles au Programme d'accélération car pas encore suffisamment robustes (pour rappel les critères > 3 ans, avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins 10k Euro, etc.).

Les appuis prévus par l'Intervention Entrepreneuriat Féminin pour ces MPME (start up/pépites<sup>17</sup>) sont entre autres : la structuration, la gestion admin-fin/RH, gestion clientèle, branding and communication, réseautage/coaching/mentorat, rédaction business plan, facilitation d'accès au financement et la formalisation.

Avec l'Intervention Entrepreneuriat Urbain, des discussions sont en cours pour une collaboration avec l'APIP pour non seulement les projets pépites mais aussi pour la mise en place d'un service appelé APIP mobile visant à sensibiliser les entrepreneures en milieu rural sur le bénéfice d'une formalisation de leur entreprise.

D'autres pistes de collaboration en discussion avec l'Intervention Entrepreneuriat Urbain /l'APIP sont le renforcement de capacités, le développement d'une expertise de ses agents dans l'accompagnement des MPME de femmes et le développement des guides pratiques (TOOLBOX<sup>18</sup> PSDE) pour la prise en compte de leurs besoins spécifiques.

L'Intervention Entrepreneuriat Féminin et l'Intervention Entrepreneuriat Urbain sont aussi en étroite collaboration dans le cadre de la mise en place du Hub Entrepreneurial à Kindia, avec une prise en compte des besoins particuliers des femmes entrepreneures dans le développement de son offre de service.

Les apprenantes des Centres d'Autonomisation de Femmes (CAF) seront appuyées dans les filières Mode/Design, Restauration et l'Agroalimentaire issues des clusters de l'Intervention

<sup>17</sup> Petites entreprises à fort potentiel de croissance

<sup>18</sup> Boîte à outils entrepreneuriat de femmes

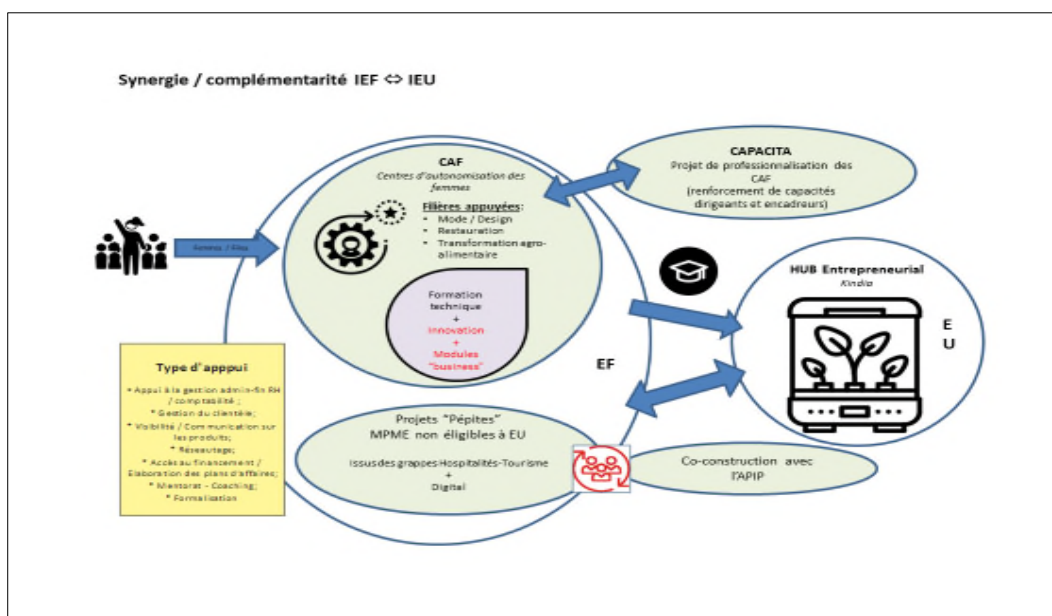
Entreprenariat Urbain.

Dans le contexte actuel les parcours d'apprentissage des CAF se limite exclusivement aux aspects techniques du métier, sans outiller les apprenantes en entrepreneuriat. Ceci ne favorise pas l'auto emploi voire l'autonomisation économique.

En commun accord avec CAPACITA, une étude a été commanditée par l'Intervention Entreprenariat Féminin pour évaluer l'impact socio-économique des CAF les 10 années passées sur l'axe d'intervention et pour faire un diagnostic institutionnel/opérationnel de la DGCAF et de ses services déconcentrés (CAF). Cette étude doit aussi évaluer le potentiel d'innovation des filières dispensées dans ces centres et les possibilités de valoriser ce potentiel à travers les CAF. Cette étude dont les résultats sont attendus pour le 12 mars, permettra de décider si l'intervention appuiera les CAF et si oui, comment et dans quels domaines.

Si les résultats de l'étude sont concluants en terme de potentiel de valorisation, CAPACITA aidera à mobiliser l'expertise et les fonds pour la professionnalisation des CAF sur les filières ciblées c'est à dire le renforcement du personnel encadreur (moniteurs/monitrices) et dirigeant dans une logique entrepreneuriale et le développement d'une modèle d'affaire.

### Schéma de synergie/complémentarité avec l'Intervention Entreprenariat Urbain et CAPACITA



### Synergie avec She Decides

En synergie avec She Decides, une revue documentaire sur la « Cartographie et évaluation de méthodes et outils de sensibilisation sur les droits sexuels et reproductifs et des démarches d'autonomisation socio-économiques des femmes sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou » a été réalisée par l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers.

## 7 Thèmes transversaux

### 7.1 Environnement et changement climatique

Toutes les actions appuyées dans le cadre du développement des chaînes de valeur agricoles, la dimension protection de l'environnement est prise en compte. La formation des cibles sur le dosage des engrais, les bonnes pratiques culturales (rotation de cultures, itinéraires techniques, ...), l'énergie solaire sera utilisée comme source d'énergie dans la transformation et la conservation des produits.

Photo 3 : A la rencontre d'une femme modèle (Virginie) qui exploite une ferme agricole bio de 10 ha en banlieue de Conakry (CERTIBIO)



## 7.2 Genre

L'intervention est entièrement dédiée aux (entrepreneures) femmes/filles.

Photo 4 : Audience avec la Ministre des droits et de l'autonomisation des femmes pour échanger sur les orientations stratégiques de l'intervention Entrepreneurat Féminin et de son département



## 7.3 Digitalisation

Le résultat 4 vise l'utilisation et le développement des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation avec les activités:

- A 4.1 Identification et /ou développement des outils numériques en fonction des besoins ;



- A 4.1 Stimuler l'accès des femmes entrepreneures à l'information économique à travers des applications digitales (open data) ;
- A 4.3 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)

## 7.4 Emploi décent

L'essentiel des actions envisagées pour la mise en œuvre de cette intervention s'inscrit dans la création des emplois décents, dans la mesure où les renforcements de capacité des potentielles bénéficiaires se feront sur les besoins identifiés de commun accord avec celles-ci et ces actions permettront d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de travail.

Il est à signaler que plusieurs obstacles freinent le développement de l'entrepreneuriat féminin dont entre autres le manque de formation (et d'éducation de base) ; l'inégalité entre les genres – notamment, la charge démesurée qui pèse sur les femmes en terme de travail de soin et domestique non-rémunéré<sup>19</sup>; les garanties et les taux élevés requis par les banques pour contracter un prêt, etc.

L'une des synergies prévues entre She Decides et entrepreneuriat féminin est d'intégrer dans la démarche de sensibilisation pour l'autonomisation aussi des modules sur le travail décent visant notamment les détenteurs de droit, les décideurs et les employeurs afin de les mobiliser pour une amélioration des conditions de travail des femmes.

Une convention de subside est signée avec CADES GUINEE pour couvrir la thématique.

## 8 Leçons apprises

### 8.1 Les succès

- **Insertion socio professionnelle et économique de 87 filles via les actions de riposte à la Covid-19**, à travers une collaboration avec les CAF (accord signé avec la DGCA) dans le cadre de la riposte à la Covid-19. L'objectif de collaboration était double, faciliter l'accès des populations de la zone d'intervention aux moyens de protection à un prix abordable et appuyer l'insertion socio-professionnelle et économique des filles et femmes apprenantes. L'initiative a permis de créer et installer 15 GIE par le biais de la mise à disposition d'équipements de couture et de saponification fournis par l'intervention dans le cadre de l'accord signé. Ce sont 87 apprenantes qui ont pu continuer leur apprentissage pendant cette période de pandémie et s'installer à leur propre compte au terme de l'activité.
- **Les visites et les échanges avec les différents acteurs** (ONG, faitières, entrepreneures, cabinets d'études, institutions étatiques, autres interventions, ...) ont permis une bonne compréhension et une appropriation de l'intervention Entrepreneuriat Féminin.
- **Dans le cadre de l'appui à la résilience des acteurs agricoles**, 645 producteurs dont 429 dans les filières ananas et pomme de terre ont pu poursuivre leurs activités agricoles grâce aux intrants et semences octroyés par Enabel (l'Intervention Entrepreneuriat Agricole et l'Intervention Entrepreneuriat Féminin). Parmi les bénéficiaires 60% sont des femmes. A titre d'exemple, cet octroi a permis d'entretenir 50 hectares d'ananas.

### 8.2 Les défis

Les principaux défis identifiés durant l'année 2020 ont résidé dans:

- La difficulté de passer d'une approche « promotion féminine » à une dynamique « entrepreneuriat » avec tous ce que cela incombe en terme de démarche, méthodes et outils ;

<sup>19</sup> Source: OECD, Why should we care about unpaid care work, March 2019 and ILO: The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys, 2019

- La complexité de trouver des partenaires locaux de mise en œuvre qui peuvent nous appuyer dans cette nouvelle approche ;
- La complémentarité-synergie permet d'exploiter les dynamiques créées par les autres interventions et apporter son appui spécifique, mais nécessite, pour une bonne articulation que les filières-maillons/ clusters, les groupes ciblés, les démarches et méthodes des autres interventions soient bien définis au préalable ;
- La complémentarité – synergie avec les autres interventions Entrepreneuriat Agricole et Entrepreneuriat Urbain, SANITA, amène des entrepreneures très diverses : d'un côté des entrepreneures de survies impliquées dans des activités génératrices de revenu, en règle général non lettrées générant souvent quelque dizaines/centaines/milliers de franc guinéen/mois, jusqu'à l'autre côté des entrepreneures avec des produits / services spécifiques (partiellement formalisés) générant des chiffres d'affaires de plusieurs dizaines de millions/mois, avec souvent plusieurs employés. Aussi plusieurs filières (ananas, mangue, pomme de terre...) avec plusieurs maillons (production, transformation, commercialisation). Ceci nécessite une large gamme de démarches, méthodes et outils ;
- Le fait d'intervenir en complément avec des appuis spécifiques pose également un énorme défi de coordination / concertation des actions pour être efficace et éviter le dédoublement d'action ;
- Le défi / zone de tension entre toucher un nombre (minimum) acceptable d'entrepreneures par rapport à l'orientation stratégique PDSE, qui veut se focaliser sur un entrepreneuriat féminin de croissance, pas de subsistance (note PDSE) ;
- Le portage institutionnel : le choix du Ministère / des structures d'ancrage, vu que les groupes cibles sont actifs dans des secteurs très différents ;
- Le manque total des données spécifiques fiables et exploitables sur l'entrepreneuriat féminin en Guinée : nombre d'entrepreneures par filières / grappe, type – catégorie ... ;

### 8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Les questions d'apprentissage stratégique se déclinent en six points :

- 1) Le temps nécessaire pour la mise en place, le développement d'une nouvelle démarche, notamment quand cette démarche doit être développée en complémentarité synergie avec d'autres interventions ;
- 2) Dans un processus de formulation d'un portefeuille, formuler l'intervention « complémentaire » quand les autres interventions sont bien définies ;
- 3) Faire des études d'approfondissement relatives à des questions clés dès la fin de la formulation afin d'éviter des longues phases d'études / une perte de temps pendant le démarrage de l'intervention ;
- 4) Chercher un appui spécifique externe (perlé) le plus tôt possible ;
- 5) Faire passer le message / rendre visible de la valeur ajoutée d'une intervention complémentaire comme l'Intervention Entrepreneuriat Féminin aux autres interventions pour que la recherche de solutions / la co-construction devient un intérêt mutuel ;
- 6) La nécessité d'impliquer d'avantage nos partenaires de mise en œuvre des actions subsidiées ou contractualisées dans la définition de stratégies concertées, cohérentes et dans le développement d'outils et approches spécifiques pour l'atteinte des objectifs et résultats de l'intervention avec une approche de co-construction.

### 8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible

Le dilemme – les avantages – inconvénients- d’être une intervention complémentaire aux autres interventions d’Enabel en Guinée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enabel</li> <li>- PTF</li> <li>- Partenaires institutionnels</li> <li>- Structures d’appui à l’entrepreneuriat</li> </ul>
L’enjeu de passer de la promotion féminine à l’entrepreneuriat féminin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enabel</li> <li>- PTF</li> <li>- Partenaires institutionnels</li> <li>- Structures d’appui à l’entrepreneuriat</li> </ul>

## 9 Pilotage

### 9.1 Modifications apportées à l’intervention

Le processus de rédaction de la note d’orientation stratégique nous a amené à revoir plusieurs aspects de l’intervention dont les indicateurs au niveau outcome, les cibles, les filières, les partenaires institutionnels et opérationnels, le positionnement de l’intervention par rapport aux autres du portefeuille pays et l’allocation des ressources financières au niveau des résultats.

La note d’orientation stratégique qui est en phase de finalisation avec l’appui du siège sera partagée pour amendement et validation lors du 1<sup>er</sup> comité de pilotage 2021 en préparation.

## 9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Envoyer une lettre d'invitation au Ministère d'encrage institutionnel de l'intervention en joignant la convention spécifique de coopération entre la Guinée et la Belgique pour participer aux comités de pilotage et technique	Gerrit BOSMAN	Déc.20	Une correspondance de rappel à envoyer pour mars	

## 10.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			
<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
		A	B	C	D

<b>Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale</b>			X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>					
	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>					
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.			
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
			X	

<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>	
	<b>A</b> La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	<b>B</b> L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
X	<b>C</b> L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b> L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>	
	<b>A</b> L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	<b>B</b> L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
X	<b>C</b> L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b> L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>				
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		

	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>		
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.



**D**

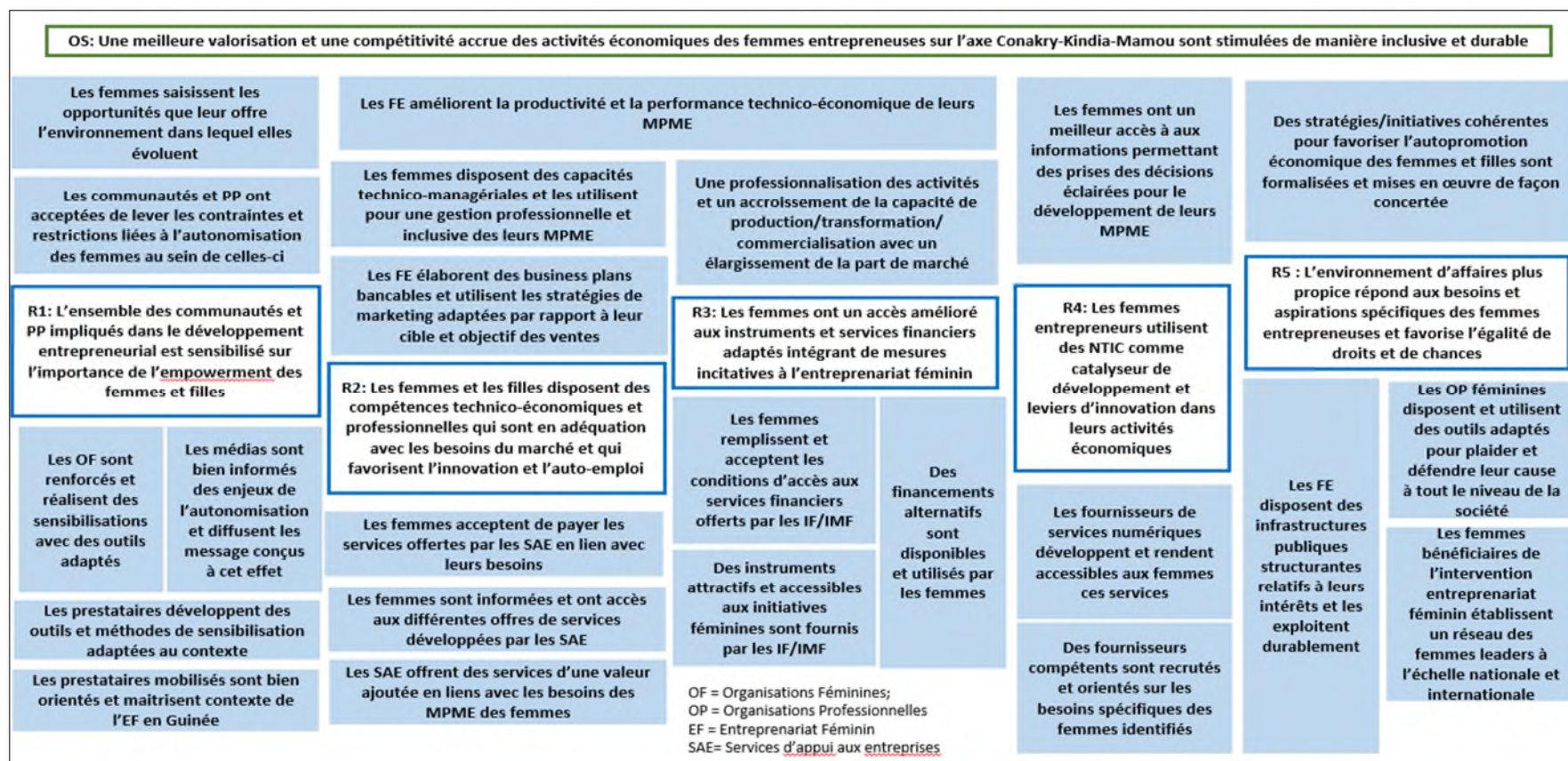
L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

### 10.2.1 Cadre logique

Intitulé de l'indicateur	Valeur de base	Valeurs intermédiaires				Valeur Cible
		2020	2021	2022	2023	
<b>O5: Contribuer à la création d'emploi décents et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneurs sur l'axe C-K-M</b>						
<a href="#">Nombre d'emplois à temps plein (équivalents) créés grâce à l'intervention</a>	0					250
<b>O1: Stimuler de manière inclusive et durable une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneurs sur l'axe C-K-M</b>						
<a href="#">Accroissement des revenus nets moyens des bénéficiaires appuyés par l'intervention</a>	AD	5%	10%	15%	20%	50% des personnes appuyées ont augmenté leurs revenus nets de 50%
<a href="#">Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention</a>	6904	627	1176	1100	988	10795
<a href="#">Taux de survie (enregistré plus d'un an) des nouvelles entreprises formalisées pendant la durée de l'intervention</a>	NA		10%	15%	50%	75%
<b>R1: L'ensemble des communautés et partie prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</b>						
<a href="#">Nombre d'individus qui ont suivi une formation ou un parcours de conscientisation sur l'autonomie économique des femmes et filles</a>	NA	50	100	300	200	100 porteurs d'obligation, 250 maris et membres de la famille > 375 femmes entrepreneures et filles
<a href="#">Nombre de personnes sensibilisées avec des actions de sensibilisation sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</a>	NA	10000	40000	30000	20000	Minimum 100.000 personnes
<b>R2: Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorise l'auto-emploi.</b>						
<a href="#">Nombre d'entrepreneures femmes qui ont suivi un parcours de renforcement des compétences technico-économique, alphabétisation (certifié et non certifié) + degré de satisfaction (pertinence, utilité, qualité, ...)</a>	NA	627	1176	1100	988	> 1.000 femmes, avec un degré de satisfaction > 80%
<a href="#">Nombre d'employés des MPME qui ont suivi un parcours de renforcement de capacités professionnelles + % qui évaluent la formation comme satisfaisante sur un nombre de critères (pertinence, qualité, utilité, ...)</a>	NA	30	50	70	50	>200 employés des MPME avec un taux de satisfaction > à 75%
<b>R3: Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures initiatives à l'entrepreneuriat féminin</b>						
<a href="#">Nombre d'entrepreneures /MPME de femmes qui ont accédé au financement</a>	3.8% des femmes ont accès à des services financiers (données nationales)	200	500	1000	800	Au moins 2.500 entrepreneures /MPME de femmes ont accédé à un service financier
<b>R4: Les femmes entrepreneures utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyser de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leurs activités économiques</b>						
<a href="#">% d'entrepreneures/MPME de femmes utilisant des applications digitales (par type) dans le cadre de leurs activités économiques</a>	A collecter auprès chaque entrepreneure appuyée	5%	15%	10%	20%	Au moins 50% des entrepreneures appuyées par l'intervention utilisent 1 ou plusieurs applications digitales
<b>R5: L'environnement des affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneures et favorise l'égalité de droits et de chances</b>						
<a href="#">Evolution de la satisfaction des entrepreneures femmes de l'environnement d'affaires</a>	Un Scoring sur les 5 contraintes principales de l'environnement		1	1	1	Sur les 5 contraintes, au moins 3 ont reçu un meilleur score à la fin de l'intervention

## 10.2.2 Théorie de changement



#### 10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Septembre 2021
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	
Missions de backstopping	A déterminer

## 10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

			Budget	Actuels 2020	Solde	% Exécution
<b>Activités</b>			<b>2 847 443</b>	<b>410 638</b>	<b>2 436 805</b>	<b>14%</b>
A	01	<i>Résultat 1 : L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</i>	500 000	38 218	461 782	8%
A	01 01	Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)	250 000	92	249 908	0%
A	01 02	Renforcement des 'soft skills' (leadership, organisation, négociation)	100 000	0	100 000	0%
A	01 03	Renforcement des capacités des organisations/associations de femmes (organisation, dialogue/négociation, services, mise en relation/réseau)	150 000	38 125	111 875	25%
A	02	<i>Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi</i>	703 444	269 825	433 619	38%
A	02 01	Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat	247 444	177 526	69 918	72%
A	02 02	Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)	240 000	46 879	193 121	20%
A	02 03	Renforcer l'accès des femmes/filles aux services d'appui et accompagnement des jeunes entreprises de femmes	100 000	12 673	87 327	13%
A	02 04	Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes	116 000	32 747	83 253	28%
A	03	<i>Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin</i>	600 000	41 591	558 409	7%
A	03 01	Faciliter accès au crédit pour les femmes	100 000	0	100 000	0%
A	03 02	Développement associations informelles d'épargne/crédit gérées par des femmes	100 000	41 591	58 409	42%
A	03 03	lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subside direct	400 000	0	400 000	0%
A	04	<i>Résultat 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique</i>	400 000	0	400 000	0%
A	04 01	Identification et développement des outils numériques disponibles	150 000	0	150 000	0%
A	04 02	Stimuler l'accès des femmes entrepreneurs à l'information économique à travers des applications digitales (open data)	100 000	0	100 000	0%
A	04 03	Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)	150 000	0	150 000	0%
A	05	<i>Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances</i>	643 999	61 004	582 995	9%
A	05 01	Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins	543 999	61 004	482 995	11%
A	05 02	Mettre les intérêts féminins sur l'agenda politique	50 000	0	50 000	0%
A	05 03	Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur	50 000	0	50 000	0%
X		<b>Réserve budgétaire (max 5% * total activités)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
X	01	Réserve budgétaire	0	0	0	
X	01 01	Réserve budgétaire	0	0	0	
X	01 01	Réserve budgétaire REGIE	0	0	0	
Z		<b>Moyens généraux</b>	<b>652 557</b>	<b>106 923</b>	<b>545 634,71</b>	<b>16%</b>
Z	01	<i>Ressources humaines</i>	<i>350 060</i>	<i>53 818</i>	<i>296 242</i>	<i>15%</i>
Z	01 01	Contrats Enabel HQ	0	0	0	
Z	01 02	Contrats Enabel local	350 060	53 818	296 242	15%
Z	01 03	Intérimaires	0	0	0	
Z	01 04	Other staff	0	0	0	
Z	02	<i>Investissements</i>	<i>9 300</i>	<i>1 402</i>	<i>7 898</i>	<i>15%</i>
Z	02 01	Vehicules	0	1	-1	
Z	02 02	Aménagement des bureaux	0	80	-80	
Z	02 03	Fournitures, installations, machines, équipements	4 350	904	3 446	21%
Z	02 04	IT equipment	4 950	416	4 534	8%
Z	02 05	Plus ou moins value sur cession	0	0	0	
Z	03	<i>Opérationnel - Frais de fonctionnement</i>	<i>164 030</i>	<i>49 822</i>	<i>114 208</i>	<i>30%</i>
Z	03 01	Location	38 400	27 549	10 851	72%
Z	03 02	Utilities and maintenance	16 800	3 030	13 771	18%
Z	03 03	Frais des véhicules	60 000	5 017	54 983	8%
Z	03 04	Telecom and expedition	20 700	4 470	16 230	22%
Z	03 05	Missions	18 000	7 423	10 577	41%
Z	03 06	Office supplies	5 400	865	4 535	16%
Z	03 07	Training	0	0	0	
Z	03 08	Consultancy and outsourcing	0	0	0	
Z	03 09	Marketing and representation costs	0	0	0	
Z	03 10	Other operational expenses	2 480	60	2 420	2%
Z	03 11	Financial charges	2 250	1 409	841	63%

Z	04		<i>Audit, M&amp;E and support</i>	129 168	1 882	127 286	1%
Z	04	01	Audit	28 333	0	28 333	0%
Z	04	02	Monitoring	47 500	5	47 495	0%
Z	04	03	Evaluation	33 334	11	33 324	0%
Z	04	04	Backstopping	20 000	1 866	18 134	9%
Z	05		<i>Others</i>	0	0	0	
Z	05	01	Others	0	0	0	
<b>TOTAL</b>				<b>3 500 000</b>	<b>517 560</b>	<b>2 982 440</b>	<b>15%</b>

## 10.6 Ressources en termes de communication

Quelques éléments visuels illustratifs des actions menées dans le cadre de la riposte à la Covid-19 (accord de partenariat avec la DGCAF et la résilience avec TRIAS)

### Accord de partenariat DGCAF

1. JT RTG du 27 janvier 2021 :  
[https://www.youtube.com/watch?v=NdIk\\_6O7oSY](https://www.youtube.com/watch?v=NdIk_6O7oSY) à partir de la minute 29:12
2. JT RTG du 27 janvier 2021 [https://www.youtube.com/watch?v=t8zBhy8f\\_sQ](https://www.youtube.com/watch?v=t8zBhy8f_sQ) à partir de la minute 20:54
3. JT Espace TV du 03 fév 2021 <https://www.youtube.com/watch?v=e40CtBgRTxE> à partir de la minute 18:37

### Octroi direct TRIAS



RTG\_Lancement Projets Enabel.mp4